

Appropriation du concept d'agriculture de « seconde génération » dans les versants sud des monts Bamboutos

***Martial MELACHIO NGUEDIA, Martin KUETE,
Guillaume FONGANG FOUEPE Hensel***

1. Introduction

Les organisations internationales (FAO et la Banque Mondiale) concèdent au secteur agricole un rôle prépondérant dans la croissance économique et la réduction de la pauvreté. Au Cameroun, sa contribution à la formation du Produit Intérieur Brut (PIB) est passée de 20 % dans les années 1980 à 40% depuis le milieu des années 1990 marqué par la dévaluation du F CFA (FAO, 2011). Sa contribution à l'emploi reste très significative, elle a même été estimée à 60 % en 1990 (BM, 2008). C'est au regard de cela que le pays continue d'accorder une place considérable à la mise en œuvre des politiques et des stratégies de développement du secteur agricole. Elle est d'autant plus importante que depuis l'indépendance en 1960, l'Etat camerounais a employé des mesures plus ou moins efficaces pour renforcer l'activité agricole dans les campagnes à travers la succession des politiques et stratégies agricoles : Politiques des plan quinquennaux de 1960 à 1980, la révolution verte de 1973 à 1977, les PAS¹, la NPA², le DSRP³, le DSCE⁴ et plus récemment le PNIA⁵ et la Vision 2035 dont les effets restent mitigés.

Faisant le diagnostic du secteur agricole, certains auteurs remarquent que malgré les efforts consentis, le pays avance peu dans ses ambitions pour le développement du monde agricole (Ondoa 2006, Touna Mama, 2008). Tant il est vrai que les mutations agricoles demeurent difficilement maitrisables, et la solution aux problèmes actuels résident dans la transformation (Bart, 1993 ; Kuété, 1998 ; Fongang, 2008). L'évolution des stratégies de développement du secteur agricole a ouvert la voie à un nouveau concept : celui de l'agriculture de « seconde génération ». Il veut traduire la nouvelle impulsion que le Gouvernement camerounais a donné au secteur agricole depuis le comice agropastoral d'Ebolowa en 2011 (MINADER, 2011). Ce concept s'inscrit dans la continuité de l'agriculture dite de « première génération » considérée comme le résultat des stratégies de développement agricole mises

¹ Programmes d'Ajustement Structurel (1987)

² Nouvelle Politique Agricole (1990)

³ Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (2003)

⁴ Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (2009)

⁵ Programme National d'Investissement Agricole (2014)

en œuvre jusqu'à la fin des années 90 et caractérisée par une forte intervention de l'Etat et ses partenaires dans l'encadrement, le financement et la mise en œuvre des activités agropastorales. Cette nouvelle orientation appelant à une transformation quasi profonde du paysage agraire soulève cependant des inquiétudes allant de son appréhension concrète aux conditions d'opérationnalisation. L'absence de document de politique la précisant justifie la diversité d'interprétations existante.

La région des Hautes Terres de l'Ouest Cameroun et particulièrement le versant sud des monts Bamboutos est un bassin agricole ayant subi au cours de ces dernières décennies de profondes transformations du fait des conséquences de la déprise caféière sur laquelle reposait l'essentiel de l'économie (Kuete, 2001, Tchékoté, 2004 et Fongang, 2008). Dans le cadre de la reconversion de cette économie caféière, les agriculteurs se sont progressivement reconvertis dans les cultures maraîchères et vivrières (Kaffo, 2005) et dans une certaine mesure, ils ont complètement cédé la place à des nouveaux agriculteurs (vivriers et maraichers). Bafou qui est une localité où les dynamiques agricoles semblent plus marquées est en effet l'un de ces grands bassins agricoles aux profondes mutations tant au niveau socioéconomique qu'au niveau environnemental (Tchékoté et al. 2018).

La présente étude apporte donc des éléments pour une meilleure appropriation locale du concept d'agriculture de « seconde génération » et explore les possibilités de sa mise en œuvre effective. L'hypothèse étant que cette appropriation varie selon les catégories socioéconomiques des acteurs impliqués, et que bien comprise et maîtrisée, elle serait un véritable catalyseur du développement agricole au Cameroun. Pour y parvenir, l'étude se propose d'emblée de caractériser le concept d'agriculture de « seconde génération » ; ensuite d'identifier les catégories d'acteurs potentiellement impliqués et interroger leurs différentes opinions ; et enfin, d'explorer les conditions pour une mise en œuvre réussie de ce concept dans un bassin agricole de Bafou.

2. Méthodologie

Le versant Sud des Monts Bamboutos (1900-2700 m d'altitude) fait l'objet d'une mise en valeur agricole très intense. Le bassin de Bafou se trouve dans l'arrondissement de Nkong Ni, département de la Menoua, Ouest Cameroun (fig.1) et compte 135 000 habitants. Concentrés sur 225 km² dont 180 km² de terres arables, Bafou figure parmi les groupements les plus densément peuplés de l'Ouest-Cameroun (près de 526 hab./km²) (Ngou Djou, 2017). A la faveur du volcanisme, les localités autour des monts Bamboutos comme Bafou figurent parmi les plus grands bassins agricoles de l'Ouest après la zone de Foubot. Cette zone (Bafou) est caractérisée par un climat de type tropical humide plus précisément de type camerounien d'altitude caractérisé par deux saisons dont une longue saison de pluie de huit mois allant de mi-mars à mi-novembre et une courte saison sèche de quatre mois allant de mi-novembre à mi-mars. La pluviométrie y est très marquée, les mois d'août et de septembre

étant les plus pluvieux avec des pics de plus de 330 mm/mois. Les températures baissent au fur et à mesure qu'on s'élève vers les sommets. Les minima oscillent entre 12°C et 15°C, les moyennes entre 22°C et 24°C et les maximas entre 28°C et 30°C. Les sols, pour leur part, sont soit rouges et latéritiques exposés à l'érosion du fait du relief de la région, soit bruns ou noirs et fertiles, sur la couche supérieure dans les zones volcaniques (Ngouffo, 2014).

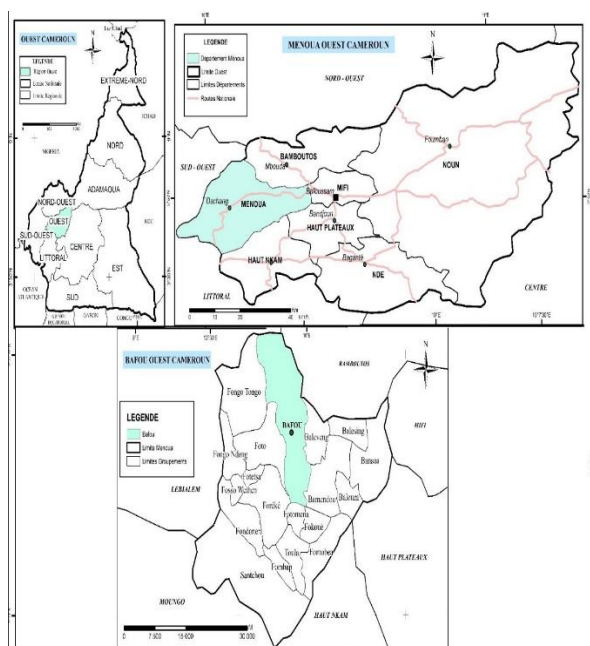


Figure 1 : Localisation de la zone d'étude

Deux types de données ont été mobilisées dans le cadre de cette étude : les données secondaires ont permis l'exploitation de la documentation portant sur les politiques agricoles et le développement rural au Cameroun. Les données primaires ont été recueillies au moyen d'une enquête-diagnostic et observations directes auprès de 150 agriculteurs dans 7 quartiers de Bafou (tab. 1) et des guides d'entretien, servant de support d'entretiens auprès de 13 personnes ressources notamment les chefs de quartiers ; les chefs de postes agricoles ; des ingénieurs agronomes ; des responsables du MINADER et de la CHAGRI⁶ ; des hommes politiques, scientifiques, responsables d'ONG⁷ et institutions de recherche. L'analyse des données d'enquêtes avec SPSS⁷ a permis d'en extraire les statistiques descriptives montrant les caractéristiques des acteurs et leur niveau d'engagement dans l'agriculture de « seconde génération ». Les perceptions des acteurs locaux et leurs attentes ont été extraites des données qualitatives.

⁶ Chambre d'Agriculture du Cameroun devenue aujourd'hui CAPEF (Chambre d'Agriculture, des Pêches, d'Elevage et des Forêts du Cameroun)

⁷ Statistical Package for the Social Sciences

Tableau 1 : Effectifs des exploitants agricoles enquêtés dans les quartiers cibles de Bafou

ID	Quartier	Raisons du choix du quartier	Effectifs	%
1	Ndo	Site d'approvisionnement et de ravitaillement	34	22.66
2	Mezet	Zone de cultures vivrières	26	17.33
3	Feumock	Intensité du maraichage	30	20
4	Ndziih	Intensité du maraichage	18	12
5	Melouong	Fort peuplement d'agriculteurs	14	9.33
6	Batsinla	Zone de cultures vivrières	16	10.66
7	Doumbouo	Fort peuplement d'agriculteurs	12	8
Total	7		150	100

3. Résultats et discussions

3.1. Les prémices d'une agriculture de « seconde génération » à Bafou

Les prémices de la durabilité comme socle de la nouvelle agriculture

La perspective du développement durable à travers l'agriculture de « seconde génération » souligne le fait que, l'avenir des exploitations agricoles ne peut plus être évalué exclusivement sur la base de l'intensification agricole. Il est donc nécessaire de miser sur la qualité écologique des pratiques agricoles, appréciées à travers leurs effets sur les ressources naturelles, le sol, l'eau et l'air. A Bafou, cette composante s'encre progressivement dans les habitudes des producteurs, les engrais organiques sont de plus en plus utilisés par 96 % d'agriculteurs enquêtés autant par nécessité qu'autant comme solution alternative à la cherté des engrais chimiques. Deux agriculteurs de Nziih se démarquent par une production exclusivement « bio » à destination d'une classe de consommateurs urbains aisées devenue très exigeante dans les méthodes de production. Cette production « bio » se développe également chez les grands producteurs-exportateurs, mais sur des superficies réduites et pour l'instant destinée à l'autoconsommation élargie aux visiteurs. Beaucoup d'agriculteurs ont compris que l'avenir de leur activité repose sur l'adoption des pratiques écologiquement durables, mais les impératifs économiques et financiers restent le handicap majeur.

Les bases de la compétitivité et de la pérennisation de l'activité agricole

La compétitivité d'une agriculture repose d'une part sur le niveau de revenu global de l'agriculteur qui est lui aussi fonction des revenus issus de la

production agricole et des activités connexes non agricoles. D'autre part, cette compétitivité repose aussi sur la capacité à mobiliser des ressources par des concours publics ou privés de soutien à l'agriculture (dons, subventions accompagnements et financements divers). La forte compétitivité d'une agriculture est un important indicateur permettant d'apprécier sa pérennisation. Le caractère essentiellement commercial de l'agriculture de Bafou permet d'apprécier sa compétitivité et sa pérennisation. Pour 92 % d'agriculteurs rencontrés, elle constitue leur principale source de revenu, contribuant ainsi à résoudre l'essentiel des charges du ménage : nutrition, santé, logement, scolarité, cotisations diverses, etc. 80 % de la production de Bafou est destinée à la commercialisation. Les grands producteurs sont à la fois grossistes-exportateurs pour les marchés nationaux et internationaux. Bafou est en effet un bassin de ravitaillement pour les pays d'Afrique Centrale comme le Gabon, la Guinée Equatoriale et la République Centrafricaine. Une classification des produits les plus commercialisés par ordre d'importance (tab.2) montre que la pomme de terre domine très largement, suivie de la carotte, du poireau et du poivron. Le maïs par contre n'est pas dans son écosystème de prédilection.

Tableau 2 : Poids des produits cultivés et commercialisés à Bafou

Produits	Pomme de terre	Carottes	Poireau	Poivron	Oignon	Choux	Tomate	Tubercules	Maïs
Effectifs en %	75	37	25	22	11	11	10	5	3

Les bases d'un approvisionnement permanent des foyers de consommation en produits agricoles

La forte demande alimentaire venant des grands foyers de consommation sur le territoire national (Yaoundé, Douala, Bafoussam etc.) et même à l'extérieur (RCA, Gabon, Guinée Equatoriale, etc.) oblige les bassins agricoles surtout ceux de l'Ouest-Cameroun à mettre en place des dispositifs d'approvisionnement permanent en produits agricoles. A Bafou, en plus de la fertilité du sol ainsi que des conditions climatiques favorables, la nécessité de maintenir l'équilibre d'approvisionnement/ravitaillement en denrées alimentaires se traduit par un recours aux techniques de production de plus en plus ingénieuses et la disponibilité d'un capital foncier important. La terre est exploitée sans répit, l'objectif étant d'accroître les productions de façon à répondre permanentement à la demande croissante des marchés. L'apparition d'une classe d'agriculteurs modernes (néo-ruraux ou néo-paysans⁸) avec le développement récent du maraîchage (Kaffo, 2005), s'accompagne de l'abandon des techniques traditionnelles. Il s'agit principalement du passage

⁸ Catégorie d'agriculteurs pour la plupart des jeunes qui ont séjourné en ville et ont décidé à un moment de leur vie à retourner au village bon gré malgré eux pour pratiquer les activités agropastorales. Ceux-ci viennent avec des nouvelles façons de faire copiées dans les milieux urbains.

à l'irrigation pour produire en contre saison (saison sèche) au même rythme qu'en saison favorable (saison de pluie). Le niveau de maîtrise de l'irrigation est assez élevé (95 % des jardiniers) (fig. 2). Le système d'irrigation par aspersion communément appelé tourniquet (55 % des jardiniers) rivalise avec le système d'irrigation par pression avec la motopompe (40 % des jardiniers). Outre ces techniques, des systèmes de culture comme ceux hors sol ou sous serre ainsi que le développement des pépinières sont autant de stratégies mises en place.

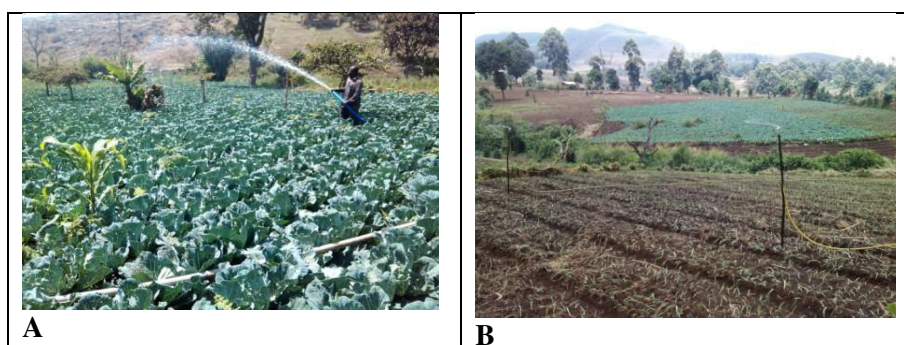


Figure 2 : Techniques d'irrigation à Bafou (Novembre, 2015)

A gauche (A) un jardinier utilisant le système d'irrigation à pression dans un jardin de choux à Ndoh, une motopompe aspirant l'eau depuis la rivière. A droite (B) le système d'irrigation par aspersion ou au tourniquet, plus répandu du fait qu'il exploite simplement la pente et par conséquent revient moins cher.

La pratique de l'agriculture : un facteur de cohésion entre les paysans

La cohésion sociale est un élément structurant des milieux ruraux, elle est à la base des dynamiques observées à Bafou. Elle traduit les capacités d'interactions, d'échanges et de partage entre les personnes exerçant une même activité et vivant dans le même milieu. Landais (1998) parle de la capacité d'insertion de l'activité agricole dans les réseaux professionnels locaux, l'entraide, l'accès aux services et les relations de proximité qui sont tous fonction de la densité et de la qualité du tissu agricole et rural local. Aussi il parle de l'intensité et de la qualité des relations entre les agriculteurs et les autres acteurs locaux, et en particulier, de la diversification des relations de partenariat dans lesquelles s'engagent les agriculteurs pour ainsi assurer la place de l'agriculture dans la dynamique locale de développement. Les obstacles à cette cohésion sociale reposent sur : les problèmes fonciers (83 %), les conflits entre agriculteurs et éleveurs (22 %), la préoccupation de l'accès à l'eau (24 %) et le chômage des jeunes (37 %). Les stratégies d'entraides, de partage d'expériences, de transmission des savoirs paysans aux plus jeunes, de développement communautaire et d'adoption des innovations développées à travers les organisations paysannes existantes (tontines, associations villageoises, comités de développement, organisation des producteurs

agricoles, etc.) renforcent la cohésion sociale. Les statistiques du chef de poste agricoles de Djuttitsa par exemple présentent environ une cinquantaine (50) de GIC effectivement opérationnels à Bafou. Ces regroupements permettent de mieux orienter les appuis aux paysans et confortent les relations humaines et la transmission des savoirs paysans entre les générations. Dans cette logique, il est important de s'appesantir selon Landais (1998) sur l'image que se font les futurs agriculteurs des exploitations de leurs parents à travers les schémas de pensée qui leur sont transmis durant leur formation. Le développement des organisations paysannes permet donc de mettre en exergue cette composante.

3.2 Synergies et perceptions des acteurs impliqués dans la mise en œuvre d'une nouvelle agriculture

Schéma d'acteurs de la mise en œuvre de la nouvelle agriculture

Les débats sur une définition précise du concept d'agriculture de « seconde génération » demeurent jusqu'à l'heure actuelle complexes. En effet, les avis sont partagés et les définitions vont dans tous les sens en fonction des catégories socio-professionnelles. Pour des personnes moins avisées, elle se résume à un simple passage de la houe au tracteur, c'est-à-dire de l'agriculture traditionnelle à l'agriculture mécanisée. Les avis des personnes ayant exploré ce concept sont partagés entre ceux qui parlent d'une politique agricole plus ambitieuse, plus génératrices d'emplois et de revenus et ceux qui misent sur une intensification agricole à outrance s'accompagnant d'une forte utilisation des intrants et d'une forte pression sur les ressources foncières et hydriques.

La synergie d'acteurs qui participent de façon directe ou indirecte à la mise en œuvre de l'agriculture de « seconde génération » est très diversifiée. Elle va des maîtres d'œuvre qui sont les pouvoirs publics, le politique, aux maîtres d'ouvrages relevant du domaine de la recherche et des structures d'accompagnement paysans, avant d'arriver aux agriculteurs. Les préoccupations, ainsi que les attentes ne font pas l'unanimité entre les acteurs impliqués. La pluralité d'acteurs qui entoure ce nouveau concept lui confère un certain poids et une attention particulière a priori gage de réussite (fig. 3).

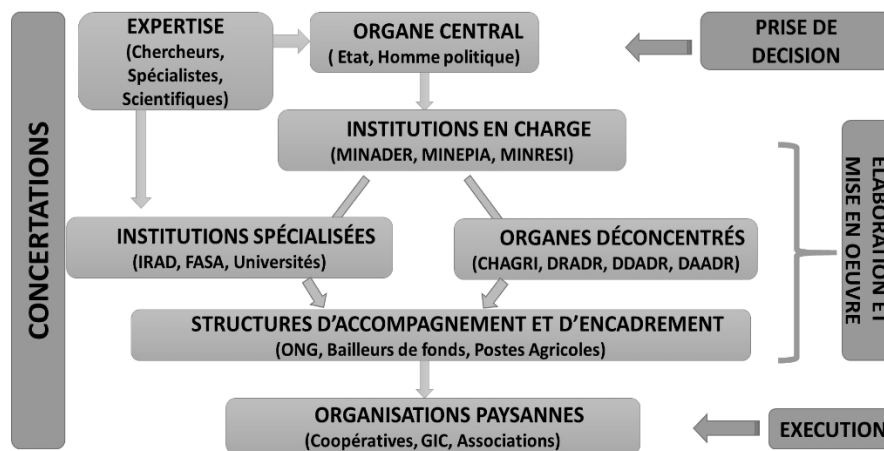


Figure 3 : Synergie d'acteurs impliquée dans la mise en œuvre de la nouvelle agriculture

Cette figure montre la constellation d'acteurs participant à la mise en œuvre de l'agriculture de « seconde génération » à l'échelle nationale. Ces acteurs peuvent être scindés en trois groupes : le groupe décisionnel, le groupe de planification et de mise en œuvre et le groupe d'exécution. Les experts, spécialistes et chercheurs sur les problématiques agricoles formulent une idée de projet qu'ils soumettent à l'organe central de prise de décision (Etat) qui évalue la faisabilité du projet et transfère au niveau des organes déconcentrés qui planifient la mise en œuvre du projet avec l'appui des institutions spécialisées. Au niveau local, les structures d'accompagnement qu'elles soient publiques ou privées participent avec l'appui des organisations paysannes à l'exécution du projet. Ce schéma s'inscrit dans une logique de concertation où la participation des agriculteurs, des ONGs, des acteurs locaux et de la société civile doit être favorisée afin de s'assurer de la concordance du programme avec les besoins des communautés locales. Au niveau de Bafou, c'est les délégations d'arrondissement du MINADER ⁹ et du MINEPIA¹⁰ qui à travers les postes agricoles installés dans les villages travaillent avec les associations villageoises (GIC et Associations) dans la promotion et l'accompagnement de la mise en œuvre effective de l'agriculture de « seconde génération ».

Les perceptions de l'agriculture de « seconde génération » par les acteurs du développement rural à Bafou

Perceptions des acteurs en amont

L'Etat camerounais parle d'une agriculture durable qui sera bénéfique aux générations d'aujourd'hui et celles futures. Elle est une grande opportunité pour le Cameroun dans l'atteinte des objectifs du millénaire pour le

⁹ Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural.

¹⁰ Ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales.

développement. Le politique concède à l'agriculture de « seconde génération » le poste le plus important de toute la chaîne économique, car elle traduit la volonté du gouvernement de recentrer l'agriculture au cœur des politiques publiques en vue de la croissance économique. Le développement rural intégré y tient une place centrale. L'homme de science parle d'une agriculture révolutionnaire cherchant à concilier productivité, compétitivité, durabilité et professionnalisme. Les plus sceptiques pensent que c'est une illusion car leur diagnostic du secteur agricole constate beaucoup de manquements dans la mise en valeur des terres arables, le soutien aux activités agropastorales et l'accompagnement du paysan. Avant de passer à la seconde génération il faut solder le bilan de la première génération qui a longtemps souffert du déficit de compétitivité.

Perceptions des acteurs à l'aval

Les agriculteurs et leaders paysans sur le terrain sont peu informés de ce programme. Seulement 28 % en ont connaissance, et pour ceux-là, il s'agirait d'une agriculture moderne devant résoudre tous les problèmes auxquels ils font face : fourniture de semences, d'engrais, de subventions diverses, mécanisation, etc. Il s'est avéré que ces derniers soient spécifiquement des personnes ayant bénéficié d'une subvention de l'Etat. Les acteurs de la société civile en l'occurrence, les responsables d'ONG estiment qu'on a à faire à une agriculture vide de contenu et complètement déconnectée des réalités du milieu rural. C'est pourquoi la grande majorité (80 %) ne se sentent pas singulièrement interpellés. D'autres agriculteurs parmi ceux qui ne trouvent aucun intérêt à ce nouveau concept soutiennent que c'est purement une arme politique sans grand rapport avec les problèmes réels de l'agriculture.

3.3. Contraintes à l'opérationnalisation de l'agriculture de « seconde génération » à Bafou

Un relief accidenté, obstacle principal au déplacement des engins agricoles

Alors que la mécanisation agricole exige une cartographie des zones topographiquement et pédologiquement propices, il y a lieu de prendre en compte quelques facteurs importants notamment l'appartenance du Cameroun au monde intertropical et ses conséquences (socles très anciens et sols tropicaux), mais aussi les reliefs très contrastés qui introduisent la prise en compte du facteur pente dans l'utilisation des machines agricoles. En effet, le relief de Bafou appartenant à celui du versant sud des monts Bamboutos est contrasté, opposant les zones de fortes pentes (escarpement de fronts de coulées) aux replats subhorizontaux (Morin, 1989). Les traits dominants sont l'étagement et l'existence de revers en pente plus ou moins douces. A Bafou nord, les pentes sont parfois très fortes (supérieures à 65%) (Ngou Djou, 2017), elles réduisent considérablement la capacité de déplacement des engins agricoles. S'il est vrai qu'afin de rendre cette agriculture plus compétitive, l'utilisation des intrants doit s'accompagner de la réduction de la pénibilité du

travail par l'utilisation des machines sur des grandes unités, tant il est aussi vrai que ces machines doivent être adaptées aux conditions du milieu.

La réalité du morcellement des terres en pays Bamiléké

Depuis le début du XX^{ème} siècle, le pays Bamiléké fait l'objet d'une forte pression démographique s'accompagnant d'une forte pression foncière doublée d'un morcellement sans précédent des terres (Yemmafouo, 2010). A Bafou l'espace est occupé par les bamiléqués et les Mbororo, ensuite les compagnies agropastorales comme la Compagnie Pastorale Africaine ou encore la *Cameroon Development Corporation* (CDC) (Ngoufo *et al.*, 2001). La forte pression démographique a engendré d'abord la ruée des agriculteurs vers les réserves foncières disponibles, à la mise en culture des anciennes zones de pâturage et des fonds de vallées (Tchekote *et al.*, 2018), puis un morcellement intense des terres cultivables. C'est donc une contrainte majeure pour le développement de l'agriculture de « seconde génération » qui exige de vastes espaces disponibles. Avec une densité moyenne de 561.79 hab/km² à Bafou, 80 % des agriculteurs ont des parcelles de taille comprise entre 0.1 et 1 ha. (fig. 4). Du côté, le morcellement s'étend aux marges territoriales longtemps négligées (Ngouanet 2010).

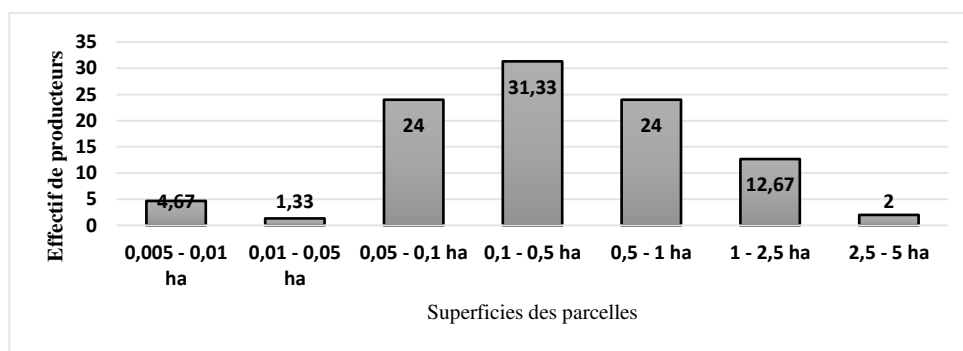


Figure 4 : Capacités en terres des exploitants agricoles à Bafou

Contraintes socio-économiques à l'opérationnalisation de l'agriculture de « seconde génération » à Bafou

L'agriculture de « seconde génération » est exigeante en termes de capital foncier et financier et a besoin d'une main d'œuvre qualifiée pour l'utilisation des techniques et technologies de pointe. Elle demande de lourd investissement financier pour l'achat des intrants, notamment les équipements et les fertilisants de plus en plus chers sur le marché local. Le prix de 50kg d'engrais est passé de 9000 FCFA en 2004 à près de 20 000 FCFA en 2013 et il est d'environ 25 000 FCFA aujourd'hui. Quand bien même le remembrement donnera des superficies acceptables et des possibilités de mécanisation, le prix de location d'un tracteur par jour est de 60 000 FCFA pour les membres d'un GIC et 80 000 FCFA pour les non membres.

Par ailleurs, le profil général de l'agriculteur de Bafou est celui d'un paysan peu instruit, ayant rarement reçu des formations en agriculture et avec un revenu faible. Environ 75 % des agriculteurs n'ont pas franchi la classe de la 4ème année du premier cycle du secondaire (fig. 5). La main d'œuvre agricole demeure principalement familiale (82 %), peu qualifiée et peu motivée. La jeunesse rurale informée du programme d'agriculture de « seconde génération » est un atout majeur à capitaliser. 73% de ces jeunes ont entre 15 et 40 ans, soit une tranche d'âge prédisposant à une mobilisation optimale pour l'adoption des innovations. Cependant, le manque d'organisation de cette jeunesse est une faiblesse majeure. La dynamique organisationnelle tant souhaitée n'est pas effective à leur niveau. Elle s'oblige parfois à des regroupements circonstanciels en GIC à durée déterminée et donc incapable à survivre après la phase pilote d'accompagnement de projets.

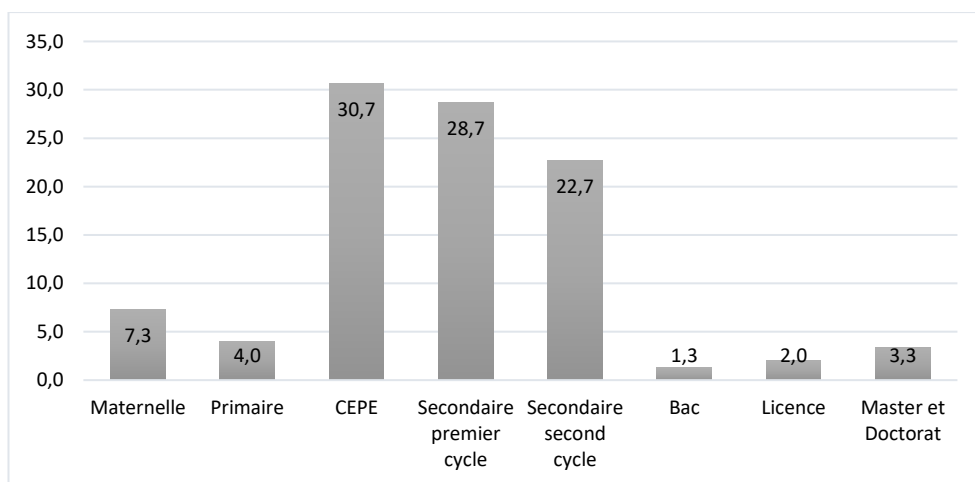


Figure 5 : Niveau de scolarisation des exploitants agricoles de Bafou

La gestion de l'eau pour la pérennité de l'agriculture de « seconde génération »

La compétition pour l'accès et la maîtrise de l'eau dans les monts Bamboutos est depuis quelques décennies très tendue et parfois violente (Tchekote *et al.*, 2018). Dans les exploitations agricoles à Bafou, on observe une forte pression sur la ressource en eau. Elle se matérialise par la présence de nombreuses conduites de captage autour d'une même rivière ou d'un même point d'eau. Avec le développement des techniques d'irrigation, la production des cultures vivrières et maraichères est devenue quasi permanente. Le calendrier agricole ne connaît plus d'interruption. Le développement des cultures de contre-saison, auquel s'ajoutent d'autres besoins en eau comme la pratique de l'élevage a significativement augmenté la pression sur la ressource eau. Le souci étant de produire en toutes saisons sur des superficies non extensibles, la compétition pour l'accès et la maîtrise de l'eau est très souvent source de

querelles d'appropriation des sources d'eau (Kaffo et Fongang 2009, Yemmafouo 2010b, Tchekote et *al.*, 2018).

Conclusion

Cette étude avait pour but d'apporter des éléments pour une appropriation locale du concept d'agriculture de « seconde génération » et d'explorer les possibilités de sa mise en œuvre effective à Bafou, un bassin de production agricole des Hautes Terres de l'Ouest-Cameroun. L'étude est partie de l'identification des traits caractéristiques d'une nouvelle dynamique agricole, notamment la compétitivité, l'usage des techniques innovantes, l'approvisionnement permanent des foyers de consommation et la cohésion sociale forte entre les agriculteurs, pour montrer que ce modèle d'agriculture susceptible d'être une alternative au développement agricole à l'Ouest-Cameroun trouvait progressivement ses marques. L'appropriation de ce concept nécessite également l'analyse des synergies entre les parties prenantes d'autant plus que les perceptions à différents niveaux sont divergentes. Les décisionnaires optent pour une volonté de recadrage de la politique agricole camerounaise pour l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement, tandis qu'à l'échelle de planification et de mise en œuvre malgré un léger scepticisme, l'on pourrait y entrevoir une révolution agraire cherchant à concilier productivité, compétitivité, durabilité et professionnalisme. Les avis auprès des exécutants sont assez mitigés, il y en a pour qui il s'agirait d'une agriculture remède à tous les maux du monde rural, d'autres pensent tout simplement à un slogan vide de contenu. L'étude a exploré les contraintes physiques et socio-économiques pouvant compromettre l'opérationnalisation de la nouvelle agriculture. Il en est ressorti que des conditions géomorphologiques et environnementales inadaptées, un relief hostile à la mécanisation, mais aussi des exigences économiques trop élevées couplées à la faible dynamique organisationnelle sont autant de défis susceptibles d'entraver avec plus ou moins d'importance l'efficacité et l'efficience de ce nouveau modèle agricole. Fort de ces contraintes, l'étude conclue sur une nécessité de responsabilité duale, d'une part au niveau de l'État, de ses institutions et partenaires, et d'autre part au niveau du paysan l'acteur principal. Il reste cependant à redéfinir les modalités concrètes de cette synergie d'acteurs déjà inscrite dans le cadre théorique du programme.

Références

- AZAMBOU, S. (2014). Diversification des structures d'appui au développement rural et la problématique du développement rural dans le groupement Bafou. Mémoire de Master. Université de Dschang, 126 p.
- Banque Mondiale, (2008). Rapport sur le développement dans le monde 2008 : L'agriculture au service du développement, Banque Mondiale, 36 p.

- BART, F. (1993). Montagnes d'Afrique, terres paysannes, le cas du Rwanda. Talence, Centre des Etudes de Géographie Tropicale, Presses Universitaires de Bordeaux, Collections Espaces Tropicaux n°7. 588 p.
- Délégation départementale de l'agriculture et du développement rural de la Menoua. DDADER (2013). Rapports trimestriels d'activités : juillet-septembre 2013. Département de la Menoua.
- FAO, (2001). « Le rôle de l'agriculture dans le développement des pays les moins avancés et leur intégration à l'économie mondiale », *Troisième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés*, pp 14-20.
- FONGANG FOUPEPE, G. (2008). Les mutations du secteur agricole bamiléké (Cameroun) étudiées à travers ses acteurs : Une analyse à partir des localités de Fokoué et de Galim. Paris, Thèse de doctorat en sociologie, AgroParisTech. 416 p.
- KAFFO, C. (2005). Cultures maraîchères dans les montagnes du Cameroun occidental. In : Cahiers d'agriculture Vol.14, n°6, pp 27-64.
- KAFFO, C. et FONGANG, G. (2009). « Les enjeux agricoles et sociétaux de l'eau sur les monts Bamboutos. », *Cahiers d'Agricultures*. Volume 18, Numéro 1, 17-25.
- KUETE, M. (1998). Café et paysans des Hautes de l'ouest-Cameroun : structuration des paysages et Etat de crise.
- KUETE, M. (2001). « La ville paie sa dette envers la campagne des Hautes Terres de l'Ouest Cameroun » : Transformations des paysages, in *Les montagnes tropicales : Identités, Mutation, développement*. Talence, DYMSET, CRET, pp 369-381.
- LANDAIS, E. (1998). Agriculture durable : les fondements d'un nouveau contrat social ? *Courrier de l'environnement de l'INRA* n°33, avril 1998. 18p.
- MBIFUNG LAMBI C., NDENECHO NEBA E. (2009). "*Ecology and Natural Resource Development in the Western Highlands of Cameroon: Issues in Natural Resource Management*", African Books Collective, pp 62-63.
- MORIN, S. (1989). Hautes Terres et bassins de l'Ouest-Cameroun. Étude géomorphologique. Thèse Doctorat d'État. Université de Bordeaux III, 2 T., 1190 p.
- NGOU DJOU J.H. (2017). Technologie de l'information et de la communication (TIC) et maraîchage de l'arrondissement de Nkong- Ni (département de la Menoua). Thèse de Doctorat en Géographie, Université de Ngaoundéré, 360p.
- NGOUANET, C. (2010). Etude de la dynamique de grands versants des Hautes Terres de l'Ouest-Cameroun sous l'action conjuguée de l'eau et

de la pression humaine : approche ultisource de la télédétection. GÉODOC No 57 : Document de recherche de l'Institut Daniel Faucher, Université de Toulouse-Le Mirail, 5, allées Antonio Machado, 31058 TOULOUSE Cedex 9. Pp 207-263.

NGOUANET, C. (2017). Télédétection, Géomorphométrie, Modélisation et Gestion des Risques : Application aux glissements de terrain de la bordure occidentale du Plateau Bamiléké, Thèse de Doctorat en Géographie, Université de Dschang, 309p.

NGOUFO R. (2014). Rapport final de l'Avant-projet de développement participatif, conservation et restauration des massifs forestiers dégradés de la Région des Monts Bamboutos à l'Ouest Cameroun. 45p.

NGOUFO R., TSALEFAC M. & KUETE M. (2001), « Les monts Bamboutos (sud-ouest du Cameroun) face à la déprise caféière : les enjeux socioéconomiques d'une montagne tropicale », in *Les montagnes tropicales : identités, mutations, développement*, Talence, DYMSET, CRET, *Espace Tropicaux*, 16, pp. 519-530.

ONDOA MANGA, T. (2006). Analyse des politiques agricoles mises en œuvre au Cameroun depuis 1960, 65p.

République de Cameroun, MINADER (2011). Comice agropastoral national d'Ebolowa : spéciale rétrospection, Avril 2011.

TCHEKOTE, H., MELACHIO NGUEDIA, M. et SIYAPDJE, E.C., (2018). Appropriation foncière, pratiques agricoles et enjeux environnementaux à Bafou-Nord dans les monts Bamboutos (Ouest Cameroun). In : Belgeo, Revue belge de géographie, n°3, Patrimoine, environnement et développement : sens et contresens pour l'espace rural en Afrique, 18 p.

TCHEKOTE H., (2004). Contribution des établissements de Microfinance à la lutte contre la pauvreté et au développement en milieu rural ; le cas de l'arrondissement de Penka-Michel Ouest-Cameroun. Mémoire de Maîtrise de Géographie, Université de Dschang. 130 p.

TOUNA MAMA, (2008). Rapport de la Conférence annuelle des responsables des services centraux, décentralisés et des organismes sous tutelle du MINADER : Place et Importance de l'agriculture dans le développement économique du Cameroun, 14p.

YEMMAFOUO, A. (2010b). Dérèglements amont-aval : comment les activités des montagnards assèchent la ville de Mbouda (Ouest-Cameroun), GÉODOC, n°57, Université de Toulouse II, Le Mirail, pp.119-133.

YEMMAFOUO, A., (2010a). Morcellement et concentration foncière : des réalités complexes à l'Ouest Cameroun : cas du département des Bamboutos, pp.8-25 in NKANKEU F. et BRYANT Ch. (éd.) : « Regards multidisciplinaires sur les conflits fonciers et leurs impacts socio-

économico-politiques au Cameroun », Laboratoire de Développement durable et dynamique territoriale, Département de Géographie, Université de Montréal, 335p.